

RCS : COLMAR
Code greffe : 6851

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de COLMAR atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00443
Numéro SIREN : 912 892 833
Nom ou dénomination : 2K INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 27/04/2022 sous le numéro de dépôt 2070

BANQUE EUROPÉENNE
Crédit Mutuel

BANQUE EUROPEENNE CREDIT MUTUEL
5 PL J DE LATTRE DE TASSIGNY CS 70094 68025 COLMAR CEDEX
☎ 03 89 30 32 50 FAX 03 89 20 81 89 ✉ 00102@becm.fr BIC : CMCIFR2A

Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

BANQUE EUROPEENNE CREDIT MUTUEL, 5 PL J DE LATTRE DE TASSIGNY CS 70094 68025 COLMAR CEDEX déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 100 000 €.

Mme MUNCH Virginie, représentant de la société 2K INVEST S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 4 RUE DE WALDKIRCH 67600 SELESTAT, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
Société Civile JUNG FINANCE	10 000	10 000 €
M. MUNCH GIAN ALBERT	20 000	20 000 €
MME MUNCH VIRGINIE	70 000	70 000 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

11899 00102 00020065150 91

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.


La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 11 avril 2022

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL
Agence de COLMAR
00102@becm.fr

JST14

lu et approuvé


**BANQUE EUROPÉENNE
DU CRÉDIT MUTUEL**
5 place de Lattre de Tassigny
CS 70094 - 68025 COLMAR CEDEX
Tél. 03 89 30 32 50 - Fax 03 89 20 81 89



2K INVEST

Société par actions simplifiée
 au capital de 100.000 €
 4 Rue de Waldkirch
 67600 SELESTAT
 RCS COLMAR en cours

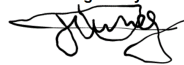
LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

- Capital social : 100.000 € de numéraire
- Nombre d'actions : 100.000 de numéraire
- Valeur nominale : 1 €
- Libération en totalité

SOUSCRIPTEURS	SOMMES SOUSCRITES	VERSEMENTS EFFECTUES	NOMBRE D' ACTIONS SOUSCRITES
Mme Virginie JUNG épouse MUNCH Née le 7 juillet 1983 à SELESTAT (67600) Demeurant 3 Rue Saint Georges 67730 CHATENOIS	70.000 €	70.000 €	70.000
M. Gian-Albert Gustav MUNCH Né le 26 juin 1982 à SAMEDAN (Suisse) Demeurant 3 Rue Saint Georges 67730 CHATENOIS	20.000 €	20.000 €	20.000
JUNG FINANCE Société civile au capital de 1.814.000 € 4 Rue de Waldkirch 67600 SELESTAT 352 168 884 RCS COLMAR	10.000 €	10.000 €	10.000
NOMBRE D' ASSOCIES : 3			
TOTAL DES SOMMES SOUSCRITES	100.000 €		
TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUES		100.000 €	
TOTAL DES ACTIONS SOUSCRITES			100.000

La présente liste et le présent état sont certifiés exacts par le Président.

Fait à SELESTAT
 Le 12 avril 2022

DocuSigned by:

 0098B48F75C141B...

Mme Virginie JUNG ép. MUNCH

2K INVEST

**Société par actions simplifiée
au capital de 100.000 €**

**4 Rue de Waldkirch
67600 SELESTAT**

RCS COLMAR en cours

STATUTS CONSTITUTIFS

Les soussignés :

Mme Virginie JUNG

Née le 7 juillet 1983 à SELESTAT (67600)

Demeurant 3 Rue Saint Georges 67730 CHATENOIS

De nationalité française

Mariée à la mairie de SELESTAT (67600) le 20 juin 2009 avec M. Gian-Albert Gustav MUNCH, sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Philippe KUHN, notaire à SELESTAT, le 28 avril 2009, ledit régime matrimonial n'ayant pas fait l'objet de modification

Et :

M. Gian-Albert Gustav MUNCH

Né le 26 juin 1982 à SAMEDAN (Suisse)

Demeurant 3 Rue Saint Georges 67730 CHATENOIS

De nationalité française

Marié avec Mme Virginie JUNG comme il est indiqué ci-dessus

Et :

JUNG FINANCE

Société civile au capital de 1.814.000 €

Ayant son siège 4 Rue de Waldkirch 67600 SELESTAT

Dont le numéro unique d'identification est le 352 168 884 RCS COLMAR

Prise en la personne de son gérant, M. Christophe JUNG, dûment habilité aux fins des présentes, ainsi qu'il le déclare

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée :

Article 1. FORME

La Société est une **société par actions simplifiée** régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 2. OBJET

La Société a pour objet en France ou à l'étranger :

1. La prise de participations et l'acquisition de droits de toute nature dans toutes personnes morales, civiles ou commerciales ; la gestion et la valorisation de ces participations par voie de cession, d'apport ou de fusion.

2. La réalisation de prestations de service administratives, commerciales, financières et techniques au profit de ses filiales ainsi que la réalisation de prestations de direction d'entreprise et l'animation effective du groupe ainsi constitué notamment par la détermination de la politique et de la stratégie du groupe et la vérification de la bonne application par les filiales des décisions prises.
3. L'exploitation, directement ou indirectement, de fonds de commerce d'achat, vente, import-export, en gros et en détail, en magasins spécialisés, de :
 - tous articles de sport (notamment cycles et motocycles) et de camping (notamment caravanes neuves et d'occasion) ;
 - tous articles textiles, confections et chaussures ;
 - plus généralement, tous articles pour l'équipement de la personne ;
 - tous produits d'alimentation énergétique, sportive, diététique et biologique ;
 - tous produits de jardinerie, jouets, jeux électroniques, et de façon générale tous produits se rapportant aux loisirs et à la fête.
4. L'exploitation, directement ou indirectement, de fonds de commerce de réparation et d'entretien de tous articles de sports, notamment cycles et motocycles, de camping et de tous articles accessoires, connexes ou annexes.
5. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 3. DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale : « **2K INVEST** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **4 Rue de Waldkirch 67600 SELESTAT**.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02.

Article 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à **99 années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une délibération de l'associé unique ou de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président de la Chambre commerciale contentieux du Tribunal Judiciaire du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

Article 6. APPORTS

A la constitution, il est apporté par les fondateurs, en numéraire, la somme totale de CENT MILLE EUROS (100.000 €) ainsi répartie entre eux :

- | | |
|---|-----------|
| - Mme Virginie JUNG épouse MUNCH, la somme de | 70.000 €, |
| - M. Gian-Albert Gustav MUNCH, la somme de | 20.000 €, |
| - La société JUNG FINANCE, la somme de | 10.000 €, |

laquelle somme a été déposée sur un compte bancaire ouvert au nom de la Société en cours de formation auprès de la Banque Européenne Crédit Mutuel, agence de COLMAR, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire.

Ladite somme de cent mille euros (100.000 €) correspond à la souscription et à la libération en totalité de 100.000 actions de 1 € de valeur nominale chacune (les « **Actions** »).

Mme Virginie JUNG épouse MUNCH déclare que son apport est réalisé au moyen de deniers propres et, qu'en conséquence, les Actions souscrites le sont en remploi de biens propres et constitueront des biens propres.

M. Gian-Albert MUNCH déclare que son apport est réalisé au moyen de deniers propres et, qu'en conséquence, les Actions souscrites le sont en remploi de biens propres et constitueront des biens propres.

Article 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à la somme de **CENT MILLE EUROS** (100.000 €).

Il est divisé en CENT MILLE (100.000) Actions d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

- Quatre-vingt-dix mille actions ordinaires (les "**Actions Ordinaires**");
- Dix mille actions de préférence de catégorie A (les « **ADP A** »).

Article 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur et conformément aux stipulations des présents statuts.

8.01 Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'Actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02, sur le rapport du Président sont seul compétents pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, l'associé unique ou la collectivité des associés délibère aux conditions de l'article 23.02 ci-dessous.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs Actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'Actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président de la Chambre Commerciale Contentieux du Tribunal Judiciaire.

8.02 Réduction de capital

L'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des Actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

8.03 Amortissement du capital

L'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux Actions de capital des Actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des dispositions du Code de commerce.

8.04 Délégation

Enfin, l'associé unique ou la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

Article 9. LIBERATION DES ACTIONS

Toute souscription d'Actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

A défaut de libération des Actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

Article 10. FORME DES VALEURS MOBILIERES

La Société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1. Droits et obligations généraux des associés :

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

La propriété d'une Action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions ou droits nécessaires.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

11.2. Droit aux bénéfices, réserves et au boni de liquidation :

Toute Action en l'absence de catégories d'Actions, ou toute Action d'une même catégorie d'Actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

11.3. Droit de vote :

Chaque Action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux Actions Ordinaires de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque Action Ordinaire donne droit à une voix au moins. Les droits de vote attachés aux ADP A sont énoncés à l'article 11.4. ci-après.

11.4. Droits et obligations attachés aux ADP A

Outre les droits accordés par la Loi aux actions de préférence, les ADP A bénéficient des droits suivants :

11.4.1. Transmission et conversion des ADP A

Les droits et obligations attachées aux ADP A suivent le titre dans quelque main qu'il passe. Il n'y a donc pas de conversion automatique des ADP A en Actions Ordinaires en cas de cession des ADP A. Les ADP A pourront être converties en Actions Ordinaires à raison d'une (1) ADP A pour une (1) Action Ordinaire sur simple demande de leur titulaire, à la condition que la demande de conversion soit adressée à la Société par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ou de remise en main propres contre décharge. La date d'effet de la demande étant la date de la première présentation du courrier recommandé ou la date de remise en main propre contre décharge.

Les associés déclarent et reconnaissent que cette demande de conversion ne pourra intervenir qu'à compter du jour où l'associé titulaire d'ADP A sera libéré de toute garantie qu'il aurait consenti au profit de la Société et qu'il ne détiendra plus aucune créance à son égard au titre du compte courant d'associé bloqué qu'il s'est engagé à mettre à sa disposition selon acte séparé. Il est précisé, à toutes fins utiles, que la souscription d'Actions libérées par compensation avec la créance en compte courant d'associé détenue sur la Société par l'associé titulaire des ADP A vaudra remboursement de cette créance à due concurrence.

Ainsi l'associé titulaire des ADP A s'engage à ne pas convertir ses ADP A en Actions Ordinaires tant que les conditions énoncées ci-avant ne sont pas réalisées et s'engage à demander la conversion des ADP A en Actions Ordinaires dans les six mois de la réalisation de ces conditions.

11.4.2. Droits de vote attachés aux ADP A

Chaque ADP A donne droit à un droit de vote multiple pour la prise des décisions collectives des associés. Ainsi chaque ADP A donne droit à dix (10) droits de vote quelle que soit la nature des décisions prises par les associés. Ainsi, la totalité des 10.000 ADP A donne droit à 100.000 droits de vote sur la totalité des 190.000 droits de vote détenus par les associés au jour de la constitution de la Société.

11.4.3. Droit de préemption

Toute cession d'Actions Ordinaires, sauf si elle intervient au profit d'un titulaire d'ADP A, quelle qu'en soit la forme et qu'elle intervienne entre associés ou au profit de tiers, fait naître au bénéfice du titulaire d'ADP A un droit de préemption sur la totalité des Actions Ordinaires offertes à la vente. En cas de pluralité de titulaires d'ADP A ce droit s'exercera proportionnellement entre les titulaires d'ADP A.

Par Cession on entend toute mutation, à titre onéreux ou gratuit de la propriété d'Actions Ordinaires ou de droits portant sur ces Actions Ordinaire (nue-propriété, usufruit, droit de vote, droit préférentiel de souscription) et notamment toute cession amiable ou judiciaire, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, constitution de trusts, nantissement, liquidation, donation, leg, transmission universelle de patrimoine.

Dans l'hypothèse où un associé propriétaire d'Actions Ordinaires entend céder lesdites Actions Ordinaires cet associé ("**le Cédant**") devra notifier au(x) titulaire(s) d'ADP A ("**le Bénéficiaire**") son intention d'effectuer la Cession et devra proposer par priorité au Bénéficiaire d'acquérir la totalité (mais pas moins) des Actions Ordinaires objet de la Cession ("**les Actions Cédées**"). Cette proposition prendra la forme d'une notification adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou lettre remise en main propre contre signature indiquant les conditions et modalités de la Cession ainsi que l'ensemble des coordonnées du cessionnaire ("**la Notification**"). Cette Notification devra également comporter, s'il s'agit d'une offre d'acquisition, une copie de la lettre d'offre d'achat signée du candidat cessionnaire.

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la Notification pour informer le Cédant, par lettre recommandée avec avis de réception ou lettre remise en main propre contre signature, de sa volonté de se porter ou non acquéreur des Actions Cédées ("**la Réponse à la Notification**"). Le défaut de réponse dans ce délai vaudra renonciation au bénéfice du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption la Cession interviendra aux conditions mentionnées dans la Notification à moins que le Bénéficiaire ne soulève, dans sa Réponse à la Notification, une contestation sur le prix notifié. Dans pareil cas, le prix des Actions Cédées sera déterminé soit d'un commun accord entre le Cédant et le Bénéficiaire soit, s'ils ne peuvent trouver un accord dans le mois de la réception de la Réponse à la Notification, à dire d'expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

En l'absence de contestation sur le prix des Actions Cédées, le transfert de propriété et le paiement du prix devront intervenir dans les soixante (60) jours de la Réponse à la Notification. En cas de d'accord sur le prix après qu'une contestation ait été soulevée, le transfert de propriété et le paiement du prix devront intervenir dans les soixante (60) jours de cet accord. En cas de recours à une expertise, le transfert de propriété et le paiement du prix devront intervenir dans les soixante (60) jours du dépôt de son rapport par l'expert.

11.4.4. Droit d'information

Le détenteur d'ADP A bénéficie d'un droit d'information renforcé au terme duquel lui sera communiqué :

- chaque année au plus tard un (1) mois avant la date d'ouverture de l'exercice, le budget annuel et le plan de financement de la Société et des filiales, pour l'exercice à venir ;
- dans les deux (2) mois suivant la fin du premier semestre de chaque exercice et dans les trois (3) mois de la clôture de chaque exercice, une situation comptable de la Société et de ses filiales ;
- dans les trente (30) jours suivant l'approbation des comptes, les comptes annuels approuvés et certifiés avec toutes ses annexes, ainsi que les rapports de gestion, les rapports des Commissaires aux comptes, les procès-verbaux des assemblées tenues depuis l'assemblée générale ordinaire de l'année précédente de la Société et des filiales ; la communication des comptes consolidés s'effectuera dans les mêmes conditions.
- un reporting mensuel sur les éléments financiers significatifs de la Société et de ses filiales, sous la forme d'un tableau de bord.

Article 12. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'Actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considérée comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire la plus diligente.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 13. NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les associés détenant l'usufruit d'Actions représentent valablement les associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'associé détenant l'usufruit pour les délibérations relatives à l'affectation du résultat et à l'associé détenant la nue-propriété pour les autres délibérations.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété et l'usufruitier ont le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux Actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'Actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'Actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propiété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'Actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propiété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propiété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les Actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit.

Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propiétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les Actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses Actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces Actions.

Article 14. TRANSMISSION DES ACTIONS

14.1. En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les Actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des Actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des Actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements »

14.2. Sous réserve des droits spécifiques attribués aux ADP A, les Actions sont librement transmissibles à titre gratuit ou onéreux, entre associés.

Toute cession ou transmission, à titre gratuit ou onéreux, n'intervenant pas entre associés requiert l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à l'unanimité des voix des associés disposant du droit de vote.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'Actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des Actions doit être réalisé au plus tard dans le mois de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les Actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des Actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des Actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des Actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

14.3. La location des Actions est interdite.

14.4. Le nantissement des Actions Ordinaires est interdit.

Article 15. PRESIDENT

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique, salariée ou non, associée ou non de la Société, soit une personne morale, associée ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est renouvelé, remplacé et nommé par une décision de l'associé unique ou par décision collective des associés délibérant dans les conditions de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**23.02.

La durée du mandat du Président est fixée par la décision de nomination.

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par l'associé unique ou une décision collective des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessous.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par décision de la Chambre Commerciale Contentieux du Tribunal Judiciaire ou de son président pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Article 16. POUVOIRS DU PRESIDENT

A l'égard des tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et statutaires à l'associé unique ou, le cas échéant, à la collectivité des associés.

Le Président peut connaître des limitations à ses pouvoirs. Ces limitations, non opposables aux tiers, peuvent être décidées et modifiées, à tout moment, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessous. Chaque fois qu'il sera nécessaire d'autoriser la passation d'un acte excédant les pouvoirs du Président, l'autorisation sera donnée par l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessous.

En application des dispositions de l'article L. 2312-76 du Code du travail, le Président de la Société est désigné comme étant l'organe de la Société auprès duquel les délégués du Comité social et économique exercent les droits définis par les articles L. 2312-72 à L. 2312-77 du Code du travail. Il peut déléguer cette fonction.

Le Président peut, sous sa responsabilité et dans la limite de ses propres pouvoirs, donner toute délégation de pouvoir à toute personne physique ou morale de son choix, associée ou non de la Société, pour un ou plusieurs objets déterminés et doit prendre à cet égard toute mesure nécessaire pour que soit respecté l'ensemble des dispositions des présents statuts.

Article 17. DIRECTEUR GENERAL

Le Président peut être assisté par un Directeur Général choisi ou non parmi les associés et désignés par l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02.

La durée du mandat du Directeur Général est fixée par la décision de nomination, sans pouvoir excéder celle du mandat du Président.

Le Directeur Général peut être lié à la Société par un contrat de travail qui demeure en vigueur pendant toute la durée de ses fonctions et à leur expiration.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées aux fonctions exercées dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessous.

En outre, le Directeur Général sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Tout Directeur Général est révocable à tout moment par une décision de l'associé unique ou par décision collective des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02, sans préavis. La révocation d'un Directeur Général n'entraîne pas le licenciement de celui-ci, s'il est également salarié de la Société.

Le Directeur Général peut démissionner librement sous réserve que cette démission ne soit pas donnée à contretemps ou dans l'intention de nuire à la Société.

Le Directeur Général a le pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers. Il dispose des mêmes pouvoirs que le Président et est soumis aux mêmes limitations de pouvoirs à moins que l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessous ne décide qu'il fera l'objet de limitations de pouvoirs excédant celles du Président. Chaque fois qu'il sera nécessaire d'autoriser la passation d'un acte excédant les pouvoirs du Directeur Général, l'autorisation sera donnée par l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessous.

Article 18. CONVENTIONS SOUMISES A APPROBATION

Le Président doit aviser le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et le Président, un Directeur général ou l'un des associés de la Société disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou encore, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président de la Société, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution de ces conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport, chaque année, à l'occasion de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux Directeurs généraux de la Société et aux autres dirigeants de la Société.

Article 19. CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants personne morale ou personne physique, leurs conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Article 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Article 21. DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés est seule compétente pour prendre toute décision sociale, sauf celles spécifiquement attribuées par les présents statuts au Président.

A ce titre, relèvent, notamment, de la compétence de la collectivité des associés, les décisions de :

- Modification des statuts,
- Modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction, fusion, scission, apport partiel d'actifs,
- Prorogation de la durée de la Société,
- Dissolution,
- Nomination des Commissaires aux Comptes,

- Nomination du Président et des Directeurs Généraux ainsi que la détermination de leurs pouvoirs,
- Révocation du Président et des Directeurs Généraux,
- Rémunération du Président et des Directeurs Généraux,
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions visées à l'Article 18 ci-dessus,
- Souscription, de tout titre donnant droit, de manière immédiate ou différée, à une fraction du capital et/ou des droits de vote d'une société,
- Nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
- Décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Article 22. MODES DE CONSULTATION DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel que soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions ou le projet d'acte à signer et tous documents et informations prévus par les textes permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur les décisions soumises à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant quinze (15) jours au moins avant la date de la consultation.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication, aux frais de la Société, des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Dans le cas où il existerait des Actions de différentes catégories, aucune modification ne peut être faite aux droits d'une catégorie d'Actions sans consultation conforme ouverte à la collectivité de tous les associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires puis d'une consultation spéciale ouverte aux associés propriétaires des Actions de la catégorie intéressée.

22.01 Assemblées

Les assemblées sont convoquées par le Président ou par un associé, soit, en cas de carence, par le Commissaire aux comptes, soit encore par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi, soit par le liquidateur pendant la période de liquidation de la Société.

La convocation est adressée aux associés par tout mode de communication écrite avec accusé de réception, au plus tard dans un délai de quinze (15) jours avant la date fixée pour la réunion qui est tenue au siège social ou en tout autre lieu, même à l'étranger, précisé dans la convocation.

Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues par l'article 23.02 ci-dessous.

Le président de l'assemblée est habilité à établir les procès-verbaux des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'Article 25 ci-dessous. Il sera établi une feuille de présence signée par tous les associés.

Une assemblée générale devra être obligatoirement réunie lorsqu'elle est amenée à statuer :

- Sur l'approbation des comptes,
- Sur toute décision devant être prise à l'unanimité,
- Ainsi que lorsqu'elle est convoquée par une autre personne que le Président.

22.02 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par tout mode de communication écrite avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social. Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

La procédure de consultation écrite est arrêtée si un associé demande au Président, dans le délai de huit (8) jours suivant la réception de la ou des propositions de résolutions, que le texte de cette ou de ces propositions de résolutions soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, les questions par écrit doivent être posées dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de la lettre recommandée sollicitant la consultation, par tout mode de communication écrite avec accusé de réception. Le Président devra répondre à ces questions dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de la question.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième (5^{ème}) jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

22.03 Téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par tout mode de communication écrite avec accusé de réception à chacun des associés.

Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par tout mode de communication écrite avec accusé de réception.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

22.04 Consentement de tous les associés dans un acte

Dans ce cas, un acte sous seings privés ou notarié est dressé ; il y est relaté l'objet de la ou des décisions, sous forme de résolutions, présentées par le Président ou un ou plusieurs associés.

La signature de tous les associés de ce document pourra intervenir simultanément ou par échange de correspondance ; dans ce cas la décision sera considérée comme adoptée à la date de la dernière signature.

Le Président portera alors cette date sur l'acte et l'adressera immédiatement pour information aux Commissaires aux Comptes et fera le nécessaire afin de la reporter sur le registre des décisions des assemblées.

La consultation, même sous cette forme, sera toujours accompagnée d'un rapport explicatif du Président permettant d'éclairer le consentement des associés et qui sera portée à la connaissance de tous les associés préalablement ou concomitamment à leur consultation.

Article 23. LOI D'AGREGATION DES SUFFRAGES ET QUORUM

23.01 Décisions collectives prises à l'unanimité

Doivent être adoptées à l'unanimité toutes les décisions que la Loi impose qu'elles soient prises à l'unanimité et :

- La transformation de la Société en une autre forme sociale, sauf transformation en société anonyme,
- La liquidation amiable de la Société,
- Toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- L'agrément des cessions d'Actions n'intervenant pas entre associés,
- La modification du présent article.

Sur leur demande, les délégués du Comité social et économique seront entendus lors des décisions requérant l'unanimité, conformément à l'article L. 2312-77 du Code du travail.

23.02 Décisions collectives prises à la majorité simple

La majorité simple correspond à la moitié (1/2) plus une des Actions ayant le droit de vote dont disposent les associés présents et représentés.

Sont adoptées aux conditions ci-dessus énoncées, les décisions autres que celles visées à l'article 23.01 ci-dessus.

Article 24. REPRESENTATION

Les associés n'ont pas besoin d'être physiquement présents aux réunions, mais peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite.

En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Article 25. PROCES-VERBAUX

Les décisions collectives des associés prises en assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur feuilles mobiles reportées sur le registre spécial des décisions collectives, coté et paraphé. Ces procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée.

Après la dissolution de la Société et pendant la liquidation, les copies ou extraits sont valablement certifiés par le ou les liquidateurs.

Lorsque les décisions collectives sont prises par voie de consultation écrite, le Président indique sur un procès-verbal le résultat des votes, résolution par résolution, signe ce procès-verbal et y annexe les réponses apportées par les associés. Le procès-verbal et ses annexes sont reportés sur le registre spécial des décisions collectives.

Les procès-verbaux doivent indiquer :

- La date, le lieu de la réunion ou les conditions de la consultation écrite,
- Les nom, prénom et qualité du président de séance,
- Le nombre des associés présents et représentés,
- La liste des documents et informations préalablement communiqués aux associés,
- Le résumé des débats,
- Le texte des résolutions mises au vote,
- Les conditions d'adoption de chaque résolution.

En cas de décision résultant de la signature d'un acte sous seing privé ou notarié, ledit acte ou un extrait devra être reporté chronologiquement dans le registre des décisions collectives.

Si la Société est unipersonnelle les décisions de l'associé unique font l'objet d'un procès-verbal reporté chronologiquement dans le registre coté et paraphé des décisions collectives.

Article 26. DROIT D'INFORMATION

Chaque associé bénéficie avant toute consultation des informations prévues par la loi et les règlements et au présent article.

Lorsque les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives doivent être prises en application de la loi ou des statuts sur le ou les rapports du Président et du Commissaire aux comptes, ce ou ces rapports doivent être communiqués à l'associé unique ou aux associés huit (8) jours avant la date de la réunion ou de l'échéance de la consultation écrite.

A compter de la communication prévue à l'alinéa qui précède, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Les associés peuvent, à toute époque, mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion et des rapports des commissaires aux comptes des trois derniers exercices ainsi que du tableau des résultats des cinq derniers exercices.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 27. DROIT DE VOTE

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre d'Actions qu'il possède.

Ce droit implique celui de participer aux assemblées ou d'être consulté et celui de voter. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses Actions au jour de la décision collective.

Article 28. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1^{er} mars** et finit le **28 février**. Le premier exercice social sera clos le **28 février 2023**.

Article 29. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit, si la Loi le prévoit, le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions du Code de commerce, le Président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'Actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes de la Société dans les conditions légales.

En vertu des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce, l'associé unique doit approuver les comptes, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice. En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessus, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice à moins que les associés ne décident de prolonger ce délai.

Article 30. AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10^{ème}) du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'Actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 31. PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué, sur décision du Président, des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessus ou à défaut par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des Actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en Actions.

L'offre de paiement du dividende en Actions doit être faite simultanément à chaque associé.

Le prix des Actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'Actions, l'associé peut obtenir le nombre d'Actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'Actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en Actions doit intervenir dans un délai fixé par l'associé unique ou la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 32. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales ne recevait pas l'approbation de l'associé unique ou des associés dans les conditions de l'article 23.02.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'associé unique ou la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

Article 33. TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, étant observé que cette règle n'est pas applicable en cas de transformation en société en nom collectif.

Lorsque la Société n'ayant pas de Commissaire aux comptes se transforme en société par actions d'une autre forme (société anonyme ou société en commandite par actions), il y a lieu de faire apprécier par un Commissaire à la transformation la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers consentis à des associés ou à des tiers, conformément à l'article L. 224-3 al.1^{er} du Code de commerce.

Article 34. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement dans les conditions de l'article 23.02.

Aux termes de l'article L 227-4 du Code de Commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les Actions de la Société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La dissolution de la Société en présence d'un associé unique entraîne la transmission universelle du patrimoine à ce dernier, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 précité.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et des autres dirigeants de la Société. Les Commissaires aux comptes conservent leur mandat. Les associés délibérants collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers délibérants collectivement règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les Actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision collective des associés est prise dans les conditions de l'article 23.02 ci-dessus.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs Actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Article 35. CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou en cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises aux Tribunaux compétents.

Article 36. NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Les fondateurs nomment en qualité de premier Président de la Société, pour une durée indéterminée :

Mme Virginie JUNG épouse MUNCH, née le 7 juillet 1983 à SELESTAT (67600), demeurant 3 Rue Saint Georges 67730 CHATENOIS, de nationalité française, qui a déclaré accepter ces fonctions.

Article 37. NOMINATION DU PREMIER DIRECTEUR GENERAL

Les fondateurs nomment en qualité de premier Directeur Général de la Société, pour une durée indéterminée :

M. Gian-Albert MUNCH, né le 26 juin 1982 à SAMEDAN (Suisse), demeurant 3 Rue Saint Georges 67730 CHATENOIS, de nationalité française, qui a déclaré accepter ces fonctions.

Article 38. MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Les fondateurs donnent mandat à Mme Virginie JUNG épouse MUNCH et à M. Gian-Albert Gustav MUNCH, conjointement ou séparément, à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société :

- Réaliser toutes formalités et signer tout acte utile ou nécessaire à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- se substituer à la société JUNG FINANCE, pour l'acquisition auprès de la société PB FINANCES (481 166 429 RCS COLMAR) de titres de participation conformément à une lettre d'intention en date du 4 octobre 2021 (l'« **Acquisition** ») ;
- Déposer des dossiers de demande de prêt auprès de banques ou établissements financiers en vue de financer l'Acquisition, suivre l'étude des dossiers, effectuer toutes les diligences nécessaires pour fournir aux établissements bancaires sollicités les documents et dossiers nécessaires à la mise en place du prêt, souscrire les prêts et garanties y attachées ;
- Engager tous frais en vue de l'Acquisition, tels que frais d'audit, de notifications, etc. et plus généralement faire le nécessaire en vue de la réalisation de l'Acquisition.

Article 39. IMMATRICULATION – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Le Président est tenu de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente Société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 40. FRAIS

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la Société.

Article 41. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les présents statuts sont signés dans le cadre du processus de signature électronique (conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil français et au décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique) par l'Autorité de Certification « DocuSign », les certificats de la chaîne de certification étant disponibles à l'adresse suivante : <https://www.docusign.fr/societe/politiques-de-certifications>.

Chaque associé reconnaît et accepte que sa signature par le biais du processus électronique susmentionné est effectuée en toute connaissance de la technologie mise en œuvre, de ses conditions d'utilisation et des lois relatives à la signature électronique et, par conséquent, renonce irrévocablement et inconditionnellement à tout droit d'engager toute réclamation et/ou toute action en justice, directement ou indirectement, liée à la fiabilité dudit processus de signature électronique et/ou à la preuve de son intention de conclure les présents statuts par signature électronique.

Pour les besoins des présentes, les signataires conviennent que les présents statuts sont réputés avoir été signé au siège de la Société le 12 avril 2022

Pour **JUNG FINANCE** :
M. Christophe JUNG :

DocuSigned by:
Christophe Jung
1E4405204974456...
DS
VJ

Mme Virginie JUNG ép. MUNCH :

DocuSigned by:
Virginie Jung
0098B48F75C147B...
DS
VJ

M. Gian-Albert MUNCH :

DocuSigned by:
Gian-Albert Munch
12D4B1BCDF354AD...
DS
GJ